

Une mesure prioritaire semble toujours non prise en compte dans le grand débat ?

Alors qu'un nombre inimaginable de propositions s'accumulent à tel point que cela va devenir incompréhensible, une seule, la plus importante et de loin, n'apparaît aucunement dans toutes les revendications !!! Et pourtant c'est certainement la seule qui redonnerait très rapidement des couleurs à la France et de la joie de vivre à beaucoup de français.

Depuis des décennies les différents gouvernements se sont bien gardés d'aborder un sujet qui aurait pu faire polémique, amener des manifestations de rues, entraver leur carrière politique. Ils ont bien compensé pour garder une certaine paix sociale, par un niveau de vie « décent » » en multipliant les aides sociales. A tel point que nous sommes devenus le champion du monde des prestations sociales avec un budget de plus de 750 milliards d'euros, soit 10% des dépenses mondiales alors que la population française ne représente que 2% de la population mondiale. Cinq fois plus que la moyenne. Cherchez l'erreur !

Les Gilets jaunes représentent aujourd'hui la bombe à retardement de ces non décisions. Par-contre, s'ils manifestent durement et longtemps ce n'est pas pour autant qu'ils connaissent la véritable cause de leur malaise, de la « déconfiture » de la France. Ils constatent simplement qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond et qui touche leur porte-monnaie, leur bien-être, leur bonheur.

Pourquoi en est-on arrivé là ?

Depuis 1945 et l'après guerre :

D'un côté :

La durée de vie a augmenté de 23 années (27 ans pour les retraités)

La durée de travail hebdomadaire a diminué jusqu'à 14 heures jusque dans les années 2000

Le nombre de retraités augmente de 0,9% par an, soit environ 170.000 en plus par année. De 16,1 millions en 2016 nous devrions passer à 23 millions en 2050

Le nombre de centenaires a été multiplié par 20 depuis 1970, doublé depuis 10 ans à 25.000 fin 2018, et selon les projections devrait atteindre 270.000 en 2070 !

De l'autre côté :

La durée d'activité a diminué de 7 ans jusqu'aux années 2010

Le non travail des seniors était descendu à moins 40%

Le taux de chômage des jeunes a dépassé les 25%.

6 salariés pour 1 retraité, aujourd'hui, c'est à peine 1,4 pour 1 ! (Cause des déficits de la Sécurité Sociale, des caisses de retraites, d'Assedic)

Analyse de compréhension :

Un senior qui ne travaille pas, fait perdre la valeur financière de 4 jeunes embauchés.

Explication :

Un senior (environ 60 ans)

Salaire = 1

Charges complètes = 1 (employeur et salariées)

Retraite payée = 0,7

Soit un total de 2,7 de perdu

Un jeune :

Salaire = 0,40

Charges = 0,40 (employeur et salariées)

Soit un total de 0,80

Par rapport au 2,7 du senior = 3,375 (jeunes)

A cela s'ajoute les pertes de pouvoir d'achat, d'impôts,

35% de revenus en moins (# entre salaire-Pension)

40% d'impôts en moins (# entre salaire-Pension)

Ce qui représente encore plus de 0,6 de salaire/Charges d'un jeune salarié

Il faudrait donc bien 4 jeunes embauchés pour simplement compenser économiquement le non emploi d'un seul senior.

Si l'on estime qu'à chaque départ d'un senior, il y a une embauche de jeune, il manque encore trois jeunes à embaucher.

Ce qui n'a jamais été le cas dans les périodes moroses, où les départs n'étaient pas du tout suivis d'embauche. Au contraire, il y avait un nombre considérable de préretraites, ce qui a aggravé considérablement les dettes de l'état et de tous les organismes sociaux, d'où recours aux prélèvements supplémentaires.

C'est ainsi que l'on peut constater que le chômage des jeunes est en grande partie proportionnel au taux d'emploi des seniors.

Moins les seniors travaillent tard, plus de jeunes se trouvent sur le carreau. Et c'est vrai dans presque tous les pays.

Sur les années 2015 à 2017 à l'âge de 60 ans, 42% (46% en 2018) des personnes sont en emploi, 29% en retraite (ou en cumul emploi-retraite), 7% sont au chômage, 12% sont devenues inactives après leurs 50 ans et enfin 10% sont inactives avant 50 ans ou n'ont jamais travaillé. «L'effet des règles du système de retraite sur l'emploi des seniors est loin d'être mécanique». Pour preuve, le relèvement de l'âge d'ouverture des droits de 60 à 62 ans commencé en 2010 (fini en 2018) s'est traduit «par une progression de l'emploi pour la moitié seulement des personnes concernées», en cause un nombre très important de préretraites à 60 ans.

Deux graphiques de 2002 et 2018 montrent la progression du temps de travail des seniors (Dû au passage du départ en retraite de 60 à 62 ans) même si la France reste malgré tout largement à la traîne en Europe.

Les départs en retraite dans presque tous les pays d'Europe sont à 65 ans avec des avancées vers 66 et 67 ans existantes ou programmées.

Le taux d'emploi des 15-24 ans en France (28,6%) est bien inférieur à la moyenne européenne (34,6%) et à quelques voisins européens comme l'Allemagne, le Royaume-Uni ou le Pays-Bas qui sont bien au-delà.

Ce qui traduit en général la proportionnalité avec le taux de non emploi des seniors.

Une des causes et conséquences:

Evolutions des retenues sur salaires :

6% en 1960, 22% aujourd'hui (et jusqu'à 28% pour des cadres), soit largement multiplié par trois, alors que les remboursements n'ont jamais arrêté de diminuer pour essayer de réduire les déficits constants de la « Sécu ».

Et pendant ce temps les charges employeurs ont été multipliées par deux.

Les pensions et les indemnités chômage qui étaient exonérées se sont vues diminuées de la CSG/RDS !

Création de la CSG/RDS pour palier aux déficits de la Sécurité Sociale augmentée et étendue progressivement à tous les produits financiers,

Autre progression de recettes fiscales :

La TVA passée de 18,6 à 20%.

Les Taxes sur les carburants TICPE et TVA.

La taxe sur les carburants était minime, après la guerre, elle n'a pas arrêté d'augmenter pour atteindre 60%, dont le rajout de 20% de TVA. En 10 ans, elle a augmenté de 25% !

Depuis 1975, première année de déficit, chaque année bien d'autres taxes, impôts, prélèvements ont été créés ou augmentés pour essayer de boucler les budgets sans succès. Il a fallu constamment avoir recours aux emprunts pour boucher « le trou », ce qui nous amène aujourd'hui à une dette d'état qui a atteint les 100% du PIB , soit 2300 Milliards d'euros !

www.danielmoinier.com